

## **CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX RÉGIMES MATRIMONIAUX**

*(Conclue le 14 mars 1978)*

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux régimes matrimoniaux,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

## **CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

### *Article premier*

La présente Convention détermine la loi applicable aux régimes matrimoniaux.

Elle ne s'applique pas:

1. aux obligations alimentaires entre époux;
2. aux droits successoraux du conjoint survivant;
3. à la capacité des époux.

### *Article 2*

La Convention s'applique même si la nationalité ou la résidence habituelle des époux ou la loi applicable en vertu des articles ci-dessous ne sont pas celles d'un Etat contractant.

## **CHAPITRE II – LOI APPLICABLE**

### *Article 3*

Le régime matrimonial est soumis à la loi interne désignée par les époux avant le mariage.

Les époux ne peuvent désigner que l'une des lois suivantes:

1. la loi d'un Etat dont l'un des époux a la nationalité au moment de cette désignation;
2. la loi de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a sa résidence habituelle au moment de cette désignation;
3. la loi du premier Etat sur le territoire duquel l'un des époux établira une nouvelle résidence habituelle après le mariage.

La loi ainsi désignée s'applique à l'ensemble de leurs biens.

Toutefois, que les époux aient ou non procédé à la désignation prévue par les alinéas précédents, ils peuvent désigner, en ce qui concerne les immeubles ou certains d'entre eux, la loi du lieu où ces immeubles sont situés. Ils peuvent également prévoir que les immeubles qui seront acquis par la suite seront soumis à la loi du lieu de leur situation.

#### *Article 4*

Si les époux n'ont pas, avant le mariage, désigné la loi applicable à leur régime matrimonial, celui-ci est soumis à la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel ils établissent leur première résidence habituelle après le mariage.

Toutefois, dans les cas suivants, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat de la nationalité commune des époux:

1. lorsque la déclaration prévue par l'article 5 a été faite par cet Etat et que son effet n'est pas exclu par l'alinéa 2 de cet article;

2. lorsque cet Etat n'est pas Partie à la Convention, que sa loi interne est applicable selon son droit international privé, et que les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage:

a) dans un Etat ayant fait la déclaration prévue par l'article 5, ou

b) dans un Etat qui n'est pas Partie à la Convention et dont le droit international privé prescrit également l'application de leur loi nationale;

3. lorsque les époux n'établissent pas sur le territoire du même Etat leur première résidence habituelle après le mariage.

A défaut de résidence habituelle des époux sur le territoire du même Etat et à défaut de nationalité commune, leur régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat avec lequel, compte tenu de toutes les circonstances, il présente les liens les plus étroits.

#### *Article 5*

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une déclaration entraînant l'application de sa loi interne, selon l'article 4, alinéa 2, chiffre 1.

Cette déclaration n'aura pas d'effet pour des époux qui conservent tous deux leur résidence habituelle sur le territoire de l'Etat où, au moment du mariage, l'un et l'autre avaient leur résidence habituelle depuis cinq ans au moins, sauf si cet Etat est un Etat contractant ayant fait la déclaration prévue par l'alinéa premier du présent article, ou un Etat non Partie à la Convention et dont le droit international privé prescrit l'application de la loi nationale.

#### *Article 6*

Les époux peuvent, au cours du mariage, soumettre leur régime matrimonial à une loi interne autre que celle jusqu'alors applicable.

Les époux ne peuvent désigner que l'une des lois suivantes:

1. la loi d'un Etat dont l'un des époux a la nationalité au moment de cette désignation;
2. la loi de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a sa résidence habituelle au moment de cette désignation.

La loi ainsi désignée s'applique à l'ensemble de leurs biens.

Toutefois, que les époux aient ou non procédé à la désignation prévue par les alinéas précédents ou par l'article 3, ils peuvent désigner, en ce qui concerne les immeubles ou certains d'entre eux, la loi du lieu où ces immeubles sont situés. Ils peuvent également prévoir que les immeubles qui seront acquis par la suite seront soumis à la loi du lieu de leur situation.

#### *Article 7*

La loi compétente en vertu des dispositions de la Convention demeure applicable aussi longtemps que les époux n'en ont désigné aucune autre et même s'ils changent de nationalité ou de résidence habituelle.

Toutefois, si les époux n'ont ni désigné la loi applicable, ni fait de contrat de mariage, la loi interne de l'Etat où ils ont tous deux leur résidence habituelle devient applicable, au lieu et place de celle à laquelle leur régime matrimonial était antérieurement soumis:

1. à partir du moment où ils y fixent leur résidence habituelle, si la nationalité de cet Etat est leur nationalité commune, ou dès qu'ils acquièrent cette nationalité, ou

2. lorsque, après le mariage, cette résidence habituelle a duré plus de dix ans, ou

3. à partir du moment où ils y fixent leur résidence habituelle, si le régime matrimonial était soumis à la loi de l'Etat de la nationalité commune uniquement en vertu de l'article 4, alinéa 2, chiffre 3.

#### *Article 8*

Le changement de la loi applicable en vertu de l'article 7, alinéa 2, n'a d'effet que pour l'avenir, et les biens appartenant aux époux antérieurement à ce changement ne sont pas soumis à la loi désormais applicable.

Toutefois, les époux peuvent, à tout moment et dans les formes prévues à l'article 13, soumettre l'ensemble de leurs biens à la nouvelle loi, sans préjudice, en ce qui concerne les immeubles, des dispositions de l'article 3, alinéa 4, et de l'article 6, alinéa 4. L'exercice de cette faculté ne porte pas atteinte aux droits des tiers.

#### *Article 9*

Les effets du régime matrimonial sur un rapport juridique entre un époux et un tiers sont soumis à la loi applicable au régime matrimonial en vertu de la Convention.

Toutefois, le droit d'un Etat contractant peut prévoir que la loi applicable au régime matrimonial ne peut être opposée par un époux à un tiers lorsque l'un ou l'autre a sa résidence habituelle sur son territoire, à moins:

1. que des conditions de publicité ou d'enregistrement prévues par ce droit aient été remplies, ou

2. que le rapport juridique entre cet époux et le tiers ait pris naissance alors que le tiers connaissait ou devait connaître la loi applicable au régime matrimonial.

Le droit de l'Etat contractant où un immeuble est situé peut prévoir une règle analogue pour les rapports juridiques entre un époux et un tiers concernant cet immeuble.

Tout Etat contractant a la possibilité de spécifier au moyen d'une déclaration la portée des alinéas 2 et 3 du présent article.

#### *Article 10*

Les conditions relatives au consentement des époux quant à la loi déclarée applicable sont déterminées par cette loi.

#### *Article 11*

La désignation de la loi applicable doit faire l'objet d'une stipulation expresse ou résulter indubitablement des dispositions d'un contrat de mariage.

#### *Article 12*

Le contrat de mariage est valable quant à la forme si celle-ci répond soit à la loi interne applicable au régime matrimonial, soit à la loi interne en vigueur au lieu où le contrat a été passé. Il doit toujours faire l'objet d'un écrit daté et signé des deux époux.

#### *Article 13*

La désignation par stipulation expresse de la loi applicable doit revêtir la forme prescrite pour les contrats de mariage, soit par la loi interne désignée, soit par la loi interne du lieu où intervient cette désignation. Elle doit toujours faire l'objet d'un écrit daté et signé des deux époux.

#### *Article 14*

L'application de la loi déterminée par la Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

### **CHAPITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES**

#### *Article 15*

Aux fins de la Convention, une nationalité n'est considérée comme nationalité commune des époux que dans les cas suivants:

1. les deux époux avaient cette nationalité avant le mariage;
2. un époux a volontairement acquis la nationalité de l'autre au moment du mariage ou ultérieurement, soit par une déclaration prévue à cet effet, soit en ne déclinant pas cette acquisition alors qu'il savait que ce droit lui était ouvert;
3. les deux époux ont volontairement acquis cette nationalité après le mariage.

Sauf dans les cas visés par l'article 7, alinéa 2, chiffre 1, les dispositions se référant à la nationalité commune ne sont pas applicables lorsque les époux ont plus d'une nationalité commune.

#### *Article 16*

Aux fins de la Convention, lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux, toute référence à la loi nationale d'un tel Etat est entendue comme visant le système déterminé par les règles en vigueur dans cet Etat.

A défaut de telles règles, on entend par Etat dont un époux a la nationalité, au sens des articles 3, alinéa 2, chiffre 1, et 6, alinéa 2, chiffre 1, l'unité territoriale où cet époux a eu en dernier lieu sa résidence habituelle; de même, pour l'application de l'article 4, alinéa 2, on entend par Etat de la nationalité commune des époux l'unité territoriale où l'un et l'autre a eu, en dernier lieu, une résidence habituelle.

#### *Article 17*

Aux fins de la Convention, lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux, toute référence à la résidence habituelle dans un tel Etat est interprétée comme visant la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet Etat.

#### *Article 18*

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux n'est pas tenu d'appliquer les règles de la Convention aux conflits entre les lois de ces unités, lorsque la loi d'aucun autre Etat n'est applicable en vertu de la Convention.

#### *Article 19*

Aux fins de la Convention, lorsqu'un Etat connaît, en matière de régimes matrimoniaux, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi d'un tel Etat est entendue comme visant le système de droit déterminé par les règles en vigueur dans cet Etat.

A défaut de telles règles, la loi interne de l'Etat de la nationalité commune des époux s'applique dans le cas prévu à l'article 4, alinéa premier, et la loi interne de l'Etat dans lequel ils avaient tous deux leur résidence habituelle reste applicable dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 2, chiffre 2. A défaut de nationalité commune des époux, l'article 4, alinéa 3, s'applique.

#### *Article 20*

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.



#### *Article 21*

La Convention ne s'applique, dans chaque Etat contractant, qu'aux époux qui se sont mariés ou qui désignent la loi applicable à leur régime matrimonial après son entrée en vigueur pour cet Etat.

Tout Etat contractant pourra, par déclaration, étendre l'application de la Convention à d'autres époux.

### **CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES**

#### *Article 22*

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

#### *Article 23*

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

#### *Article 24*

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.

Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

*Article 25*

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment étendre cette déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

*Article 26*

Un Etat contractant qui connaît, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat, un système complexe d'allégeance nationale peut spécifier à tout moment, par déclaration, comment une référence à sa loi nationale doit être entendue aux fins de la Convention.

*Article 27*

Aucune réserve à la Convention n'est admise.

*Article 28*

Tout Etat contractant qui désire faire l'une des déclarations prévues aux articles 5, 9, alinéa 4, 21 et 26 la notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Toute modification ou retrait d'une déclaration sera notifié de la même manière.

#### *Article 29*

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 22 et 23.

Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

1. pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2. pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 24, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

#### *Article 30*

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 29, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée, ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

#### *Article 31*

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 23:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 22;
2. les adhésions visées à l'article 23;
3. la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29;
4. les extensions visées à l'article 24;
5. les dénonciations visées à l'article 30;
6. les déclarations mentionnées aux articles 25, 26 et 28.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 14 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

**CONVENTION ON THE LAW APPLICABLE TO MATRIMONIAL PROPERTY  
REGIMES**

*(Concluded March 14, 1978)*

The States signatory to this Convention,

Desiring to establish common provisions concerning the law applicable to  
matrimonial property regimes,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed  
upon the following provisions –

## **CHAPTER I - SCOPE OF THE CONVENTION**

### *Article 1*

This Convention determines the law applicable to matrimonial property regimes.

The Convention does not apply to –

- (1) maintenance obligations between spouses;
- (2) succession rights of a surviving spouse;
- (3) the capacity of the spouses.

### *Article 2*

The Convention applies even if the nationality or the habitual residence of the spouses or the law to be applied by virtue of the following Articles is not that of a Contracting State.

## **CHAPTER II – APPLICABLE LAW**

### *Article 3*

The matrimonial property regime is governed by the internal law designated by the spouses before marriage.

The spouses may designate only one of the following laws –

- (1) the law of any State of which either spouse is a national at the time of designation;
- (2) the law of the State in which either spouse has his habitual residence at the time of designation;
- (3) the law of the first State where one of the spouses establishes a new habitual residence after marriage.

The law thus designated applies to the whole of their property.

Nonetheless, the spouses, whether or not they have designated a law under the previous paragraphs, may designate with respect to all or some of the immovables, the law of the place where these immovables are situated. They may also provide that any immovables which may subsequently be acquired shall be governed by the law of the place where such immovables are situated.

#### Article 4

If the spouses, before marriage, have not designated the applicable law, their matrimonial property regime is governed by the internal law of the State in which both spouses establish their first habitual residence after marriage.

Nonetheless, in the following cases, the matrimonial property regime is governed by the internal law of the State of the common nationality of the spouses –

(1) where the declaration provided for in Article 5 has been made by that State and its application to the spouses is not excluded by the provisions of the second paragraph of that Article;

(2) where that State is not a Party to the Convention and according to the rules of private international law of that State its internal law is applicable, and the spouses establish their first habitual residence after marriage –

a) in a State which has made the declaration provided for in Article 5, or

b) in a State which is not a Party to the Convention and whose rules of private international law also provide for the application of the law of their nationality;

(3) where the spouses do not establish their first habitual residence after marriage in the same State.

If the spouses do not have their habitual residence in the same State, nor have a common nationality, their matrimonial property regime is governed by the internal law of the State with which, taking all circumstances into account, it is most closely connected.

## Article 5

Any State may, not later than the moment of ratification, acceptance, approval or accession, make a declaration requiring the application of its internal law according to sub-paragraph 1 of the second paragraph of Article 4.

This declaration shall not apply to spouses who both retain their habitual residence in the State in which they have both had their habitual residence at the time of marriage for a period of not less than five years, unless that State is a Contracting State which has made the declaration provided for in the first paragraph of this Article, or is a State which is not a Party to the Convention and whose rules of private international law require the application of the national law.

## Article 6

During marriage the spouses may subject their matrimonial property regime to an internal law other than that previously applicable.

The spouses may designate only one of the following laws –

(1) the law of any State of which either spouse is a national at the time of designation;

(2) the law of the State in which either spouse has his habitual residence at the time of designation.

The law thus designated applies to the whole of their property.

Nonetheless, the spouses, whether or not they have designated a law under the previous paragraphs or under Article 3, may designate with respect to all or some of the immovables, the law of the place where these immovables are situated. They may also provide that any immovables which may subsequently be acquired shall be governed by the law of the place where such immovables are situated.

## Article 7

The law applicable under the Convention continues to apply so long as the spouses have not designated a different applicable law and notwithstanding any change of their nationality or habitual residence.



Nonetheless, if the spouses have neither designated the applicable law nor concluded a marriage contract, the internal law of the State in which they both have their habitual residence shall become applicable, in place of the law previously applicable –

(1) when that habitual residence is established in that State, if the nationality of that State is their common nationality, or otherwise from the moment they become nationals of that State, or

(2) when, after the marriage, that habitual residence has endured for a period of not less than ten years, or

(3) when that habitual residence is established, in cases when the matrimonial property regime was subject to the law of the State of the common nationality solely by virtue of sub-paragraph 3 of the second paragraph of Article 4.

#### Article 8

A change of applicable law pursuant to the second paragraph of Article 7 shall have effect only for the future, and property belonging to the spouses before the change is not subject to the new applicable law.

Nonetheless, the spouses may at any time, employing the forms available under Article 13, subject the whole of their property to the new law, without prejudice, with respect to immovables, to the provisions of the fourth paragraph of Article 3 and the fourth paragraph of Article 6. The exercise of this option shall not adversely affect the rights of third parties.

#### Article 9

The effects of the matrimonial property regime on the legal relations between a spouse and a third party are governed by the law applicable to the matrimonial property regime in accordance with the Convention.

Nonetheless, the law of a Contracting State may provide that the law applicable to the matrimonial property regime may not be relied upon by a spouse against a third party where either that spouse or the third party has his habitual residence in its territory, unless

(1) any requirements of publicity or registration specified by that law have been complied with, or

(2) the legal relations between that spouse and the third party arose at a time when the third party either knew or should have known of the law applicable to the matrimonial property regime.

The law of a Contracting State where an immovable is situated may provide an analogous rule for the legal relations between a spouse and a third party as regards that immovable.

A Contracting State may specify by declaration the scope of the second and third paragraphs of this Article.

#### Article 10

Any requirements relating to the consent of the spouses to the law designated as applicable shall be determined by that law.

#### Article 11

The designation of the applicable law shall be by express stipulation, or arise by necessary implication from the provisions of a marriage contract.

#### Article 12

The marriage contract is valid as to form if it complies either with the internal law applicable to the matrimonial property regime, or with the internal law of the place where it was made. In any event, the marriage contract shall be in writing, dated and signed by both spouses.

#### Article 13

The designation of the applicable law by express stipulation shall comply with the form prescribed for marriage contracts, either by the internal law designated by

the spouses, or by the internal law of the place where it is made. In any event, the designation shall be in writing, dated and signed by both spouses.

#### Article 14

The application of the law determined by the Convention may be refused only if it is manifestly incompatible with public policy ("ordre public").

### **CHAPTER III – MISCELLANEOUS PROVISIONS**

#### *Article 15*

For the purposes of the Convention, a nationality shall be considered the common nationality of the spouses only in the following circumstances –

(1) where both spouses had that nationality before marriage;

(2) where one spouse voluntarily has acquired the nationality of the other at the time of marriage or later, either by a declaration to that effect or by not exercising a right known to him or her to decline the acquisition of the new nationality;

(3) where both spouses voluntarily have acquired that nationality after marriage.

Except in the cases referred to in sub-paragraph 1 of the second paragraph of Article 7, the provisions referring to the common nationality of the spouses are not applicable where the spouses have more than one common nationality.

#### Article 16

For the purposes of the Convention, where a State has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes, any reference to the national law of such a State shall be construed as referring to the system determined by the rules in force in that State.

In the absence of such rules, a reference to the State of which a spouse is a national shall be construed, for the purposes of sub-paragraph 1 of the second

paragraph of Article 3 and sub-paragraph 1 of the second paragraph of Article 6, as referring to the territorial unit where that spouse had his or her last habitual residence; and, for the purposes of the second paragraph of Article 4, a reference to the State of the common nationality of the spouses shall be construed as referring to the last territorial unit, if any, where each has had a habitual residence.

#### Article 17

For the purposes of the Convention, where a State has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes, any reference to habitual residence in that State shall be construed as referring to habitual residence in a territorial unit of that State.

#### Article 18

A Contracting State which has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes shall not be bound to apply the rules of the Convention to conflicts between the laws of such units where the law of no other State is applicable by virtue of the Convention.

#### Article 19

For the purposes of the Convention, where a State has two or more legal systems applicable to the matrimonial property regimes of different categories of persons, any reference to the law of such State shall be construed as referring to the system determined by the rules in force in that State.

In the absence of such rules, the internal law of the State of the common nationality of the spouses applies under the circumstances referred to in the first paragraph of Article 4, and the internal law of the State where each has had a habitual residence continues to apply under the circumstances referred to in sub-paragraph 2 of the second paragraph of Article 7. In the absence of a common nationality of the spouses, the third paragraph of Article 4 applies.

#### Article 20

The Convention shall not affect any other international instrument containing provisions on matters governed by this Convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party.

#### Article 21

The Convention applies, in each Contracting State, only to spouses who have married or who designate the law applicable to their matrimonial property regime after the Convention enters into force for that State.

A Contracting State may by declaration extend the application of the Convention to other spouses.

### **CHAPTER IV – FINAL CLAUSES**

#### *Article 22*

The Convention is open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Thirteenth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

#### Article 23

Any other State may accede to the Convention.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

#### Article 24

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

#### Article 25

A Contracting State which has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall apply to all its territorial units or only to one or more of them, and may extend its declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

#### Article 26

A Contracting State having at the date of the entry into force of the Convention for that State a complex system of national allegiance may specify from time to time by declaration how a reference to its national law shall be construed for the purposes of the Convention.

#### Article 27

No reservation to the Convention shall be permitted.

## Article 28

Any Contracting State desiring to make one of the declarations envisaged by Article 5, the fourth paragraph of Article 9, Article 21 or Article 26 shall notify such declaration to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Notice shall be given in the same manner of any modification or withdrawal of such a declaration.

## Article 29

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 22 and 23.

Thereafter the Convention shall enter into force –

(1) for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

(2) for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 24, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

## Article 30

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 29, even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

## Article 31

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 23, of the following –

- (1) the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 22;
- (2) the accessions referred to in Article 23;
- (3) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 29;
- (4) the extensions referred to in Article 24;
- (5) the denunciations referred to in Article 30;
- (6) the declarations referred to in Articles 25, 26 and 28.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the 14th day of March, 1978, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Thirteenth Session.



Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités  
du Ministère des Affaires Etrangères  
du Royaume des Pays-Bas

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'W. J. J. van der ...', written over a horizontal line.

Certified true copy of the original

The Director of Treaties  
of the Ministry of Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands